



De la maternelle à l'université...

**Mobilisons-nous pour le service public d'éducation,
NON au projet de budget 2010 !**

Rentrée scolaire 2009 dans l'académie d'Amiens : plus d'élèves = moins d'emplois statutaires

Alors que le nombre d'élèves dans l'enseignement public de notre académie a augmenté d'une cinquantaine d'élèves lors de la rentrée 2009 (tous degrés confondus), le gouvernement avait décidé dans son budget 2009 de réduire le nombre d'emplois ou de moyens d'enseignement de près de 500 postes pour notre académie (toujours tous degrés confondus).

Un projet de loi de finances 2010 qui continue d'asphyxier le service public d'éducation... tout en faisant la part belle aux cadeaux pour les patrons et les plus riches

Le projet de budget 2010 débattu actuellement au Parlement prévoit 16.000 suppressions de postes dans l'éducation après les 13.500 de 2009. Elles s'ajouteront notamment aux 50.000 emplois supprimés depuis 2003 dans les collèges et les lycées, dans les écoles et dans les services administratifs. Dans le même temps, le gouvernement n'hésite pas à multiplier les cadeaux aux patrons et aux plus riches. Après la mise en place du bouclier fiscal qui s'assied sur 600 millions d'euros de recettes pour l'Etat par an, Nicolas Sarkozy souhaite supprimer la taxe professionnelle (environ 11 milliards de recettes) pour 2010, dans un contexte où l'allègement de la fiscalité des plus-values en vigueur depuis 2007 a permis à 6.200 entreprises d'économiser plus de 20 milliards d'euros d'impôt sur les sociétés. D'un côté on supprime des emplois publics pour cause de déficits, de l'autre on distribue les cadeaux aux plus riches. Cela n'est ni juste ni acceptable, cela menace l'existence des services publics.

Des réformes gouvernementales qui visent à supprimer des postes...

Pour permettre ces retraits d'emplois massifs, les réformes de l'enseignement se multiplient à chaque niveau avec comme point commun la diminution de l'offre de formation : diminution horaire dans les écoles, attaques contre les maternelles et les RASED, réorganisation des enseignements au collège dans la logique de la loi Fillon sur l'éducation, compressions des dotations horaires et recours massif aux heures supplémentaires, réforme du bac professionnel, réforme des lycées à venir... bref tout est fait pour que l'école publique "coûte" moins chère, en personnels statutaires notamment, malgré la remontée sensible du nombre d'élèves.

Des conditions de travail et d'études qui se dégradent...

Cette politique, qui n'est que la déclinaison de la RGPP (revue générale des politiques publiques) dans l'enseignement, provoque partout les mêmes résultats : des conditions de travail dégradées, une précarité qui se développe, des conditions d'études qui se détériorent pour nos élèves et étudiants. La loi relative aux libertés et responsabilités des universités, adoptée il y a un an par le gouvernement malgré une contestation massive des étudiants, est la pierre d'angle d'une réforme de l'université qui la précarise toujours plus, supprimant toute garantie collective et toute possibilité d'émancipation de la jeunesse, offrant des diplômes au rabais aux étudiants. Et tout cela dans un contexte où les salaires et carrières sont bloqués pour le plus grand nombre. A quand la mise en place de la privatisation et de la concurrence entre les écoles, les collèges et les lycées ? Peut-on accepter l'avenir que le gouvernement veut imposer à notre jeunesse ? Il est plus que jamais primordial de revendiquer un service public d'éducation égalitaire et démocratique.

De la maternelle à l'université, mobilisons-nous pour défendre ce service public d'éducation, mobilisons-nous pour une Ecole publique ambitieuse et de qualité, accessible à toutes et tous.

Nos organisations appellent les personnels, étudiants à se réunir en assemblées générales ou pendant les heures d'information syndicale pour envisager ensemble au plus vite les suites à donner à la mobilisation. Conscientes de la nécessité de construire un mouvement fort, elles conviennent de se revoir dès après la journée du 24 pour discuter des nouvelles actions à mener. C'est dès aujourd'hui, lors du débat d'orientation budgétaire que la prochaine rentrée se prépare. Le défilé permettra l'expression de tous les champs concernés par ces suppressions de postes devant les lieux symboliques (IA pour le premier degré, collège Amiral Lejeune pour le second, pôle droit-éco pour le Supérieur, Rectorat pour les autres personnels).

Le 24 novembre,

tous ensemble, exigeons :

- l'arrêt des suppressions de postes et le rétablissement des postes supprimés ;
- des recrutements massifs à la hauteur des besoins permettant notamment d'en finir avec la précarité ;
- une autre réforme de la formation des maîtres ;
- l'amélioration des conditions de travail et d'études ;
- l'augmentation générale des salaires, la revalorisation de nos métiers et carrières ;
 - le respect de nos statuts ;
- une réforme ambitieuse du collège et du lycée ;
 - le réinvestissement financier de l'Etat dans l'aide sociale étudiante afin d'assurer à tous des conditions d'études décentes ;

Le 24 novembre, tous ensemble,

agissons contre :

- les suppressions massives de postes d'enseignants et d'administratifs ;
- les classes surchargées et l'augmentation continue de la charge de travail ;
 - la suppression d'heures d'enseignement ;
- la multiplication des heures supplémentaires et des compléments de service ;
 - les suppressions de postes de titulaires remplaçants
- le recours accru aux emplois précaires ;

**Grève et manifestation
départementale le 24/11 :**

**RDV à AMIENS
Inspection académique à 14 h**